

Rapport annuel voté en plénière du 10 décembre 2014

# L'agriculture familiale

## Déclaration du groupe de la coopération

---

La crainte de voir l'Europe s'enfermer dans le piège de la stagnation est grand : la croissance est à peine perceptible ; l'inflation dangereusement faible ; le poids des dettes publiques difficile à contenir dans plusieurs pays. En France, un taux de chômage massif perdure.

Il n'y aura ni croissance, ni emplois sans investissement.

Le plan d'investissement qui vient d'être présenté par la Commission européenne qui prévoit 300 milliards d'euros d'investissement sur les trois prochaines années, est une première étape. Mais les doutes sont déjà présents sur son ampleur. A défaut de crédits publics disponibles, ce plan mise avant tout sur la relance de l'investissement privé. Comment relancer la machine économique européenne ?

En France, les chefs d'entreprise dans l'industrie ont l'intention de baisser leurs investissements de 3 % l'an prochain. Les entrepreneurs ne se contentent pas d'attendre que le carnet de commandes se remplisse ; ils anticipent, ils créent ce qui, sans eux, n'aurait pas existé. Ce sont eux qui prennent l'initiative. Mais pour cela, il faut qu'ils aient des perspectives, qu'ils puissent espérer un retour sur investissement et qu'ils aient aussi des marges de manœuvre. Les entreprises sont attentives au cadre fiscal et économique au sens large dans lequel ils vont pouvoir s'inscrire. L'instabilité actuelle, le manque de lisibilité, le poids des prélèvements expliquent aujourd'hui leur attentisme. Le coup d'arrêt à l'investissement des collectivités locales pèse également sur certains secteurs d'activité comme le logement et les travaux publics.

Autre preuve de la stagnation économique, l'industrie européenne produit 20% du PIB mondial selon les dernières statistiques de la commission européenne. Ce niveau était de 28% en 2004. Sur la même période, la production industrielle chinoise est passée de 12% à 24% du PIB mondial. Le rapport annuel souligne bien la nécessité de renouer avec une politique industrielle ambitieuse en France et en Europe.

Depuis le début de l'année, la contribution du commerce extérieur à la richesse nationale reste négative. Le recul du déficit, traduit plus l'atonie de l'économie intérieure française que le dynamisme des exportations, toujours en repli. Or l'exportation est également un enjeu majeur pour dynamiser la croissance. Renforcer notre capacité à exporter, notamment dans nos secteurs leader comme l'agroalimentaire, c'est contribuer à un solde positif de la balance des paiements. Nos exportations consolident des activités et des emplois. Il nous faut certes améliorer notre compétitivité coût, mais aussi la valeur ajoutée des exportations françaises en misant sur l'innovation et la recherche. Le rapport insiste avec justesse sur ces points.

Autre grand sujet de préoccupation, le risque de déflation se confirme. Sur un an la baisse de certains prix atteint 0,8%. Un recul qui porte principalement sur les produits alimentaires. Les prix à la consommation des produits alimentaires dégringolent depuis plusieurs mois en France. Ils sont emportés par une demande nationale de plus en plus atone et une guerre des prix entre les enseignes de la distribution. La France est un cas extrême en Europe. Chez nos voisins, l'inflation des prix des produits alimentaires ralentit mais reste positive. Tous les maillons de la chaîne alimentaire souffrent et la course effrénée à la baisse des prix entraîne une érosion des marges y compris dans la distribution dont la concentration s'accélère. Il faut sortir de l'impasse et recréer de la valeur tout au long de la chaîne alimentaire, les coopératives agricoles s'y emploient.

La poursuite des efforts de redressement budgétaire, par ailleurs indispensables, ne saurait constituer une fin en soi. Il faut sortir d'une opposition stérile entre politique de l'offre et politique de la demande. D'une façon générale, c'est la délicate mais urgente question de la confiance et de notre capacité à renouer avec des projets collectifs qui est en jeu. Le rapport souligne les atouts de l'économie sociale et solidaire, dont les coopératives constituent un pilier essentiel, pour contribuer à la sortie de crise. C'est dans cet esprit constructif que les coopératives envisagent l'avenir.

Le groupe de la coopération a voté faveur du rapport.